

Chronologie

Juli–September / juillet-septembre 2011

Juli/juillet

01.07. Nach sechs Wochen Hausarrest wird der frühere IWF-Chef Dominique Strauss-Kahn wegen Zweifeln an der Glaubwürdigkeit des mutmaßlichen Vergewaltigungspfers unter Auflagen freigelassen. Die Ermittlungen der Staatsanwaltschaft in New York laufen vorerst weiter und Dominique Strauss-Kahn darf sich zunächst nur in den USA frei bewegen. Strauss-Kahn hatte bis zu seiner Festnahme als aussichtsreichster Kandidat der Sozialistischen Partei (PS) für die Präsidentschaftswahlen 2012 gegolten.

03.07. Frankreichs Premierminister François Fillon nimmt im Beisein von König Norodom Sihamoni an der Feier zur Wiedereröffnung des Baphoun Tempels in Kambodscha teil. In jahrelanger Arbeit waren die Ruinen aus dem

11. Jahrhundert durch ein von der französischen Regierung finanziertes Zehn-Millionen-Euro-Projekt wiederaufgebaut worden. Fillon beendet damit seinen viertägigen Aufenthalt in Indonesien und Kambodscha, in dessen Rahmen er Kambodscha Entwicklungshilfen in Höhe von 2,5 Millionen Euro zugesichert und eine strategische Partnerschaft mit Indonesien unterzeichnet hatte.

04.07. Der Präsident der französischen Atomaufsicht ASN, André Claude Lacoste, bestätigt die Möglichkeit einer Laufzeitverlängerung des umstrittenen Atomkraftwerks Fessenheim im Elsass für weitere zehn Jahre unter der Bedingung weiterer - Sicherheitsvorkehrungen. Seit Jahren fordern Atomgegner die Schließung des seit 1977 betriebenen Kraftwerks, das als unsicher und nicht ausreichend gegen Erdbeben gesichert gilt. Im Herbst will die Regierung über eine Verlängerung entscheiden.

Une économie dynamique

L'économie allemande, portée par les exportations et de plus en plus par la demande intérieure, conserve tout son dynamisme, malgré le ralentissement de sa croissance au second trimestre. L'Institut allemand de recherche économique (DIW) à Berlin révise début juillet à la hausse ses prévisions de croissance pour 2011 et table désormais sur un taux de croissance de 3,2 % en 2011 (et non plus 2,6 %) et de 1,8 % en 2012, après les 3,6 % enregistrés en 2010.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi devrait passer cette année à 2,97 millions en moyenne et à 2,85 millions en 2012. Pour sa part, le gouvernement compte pour 2011 sur un déficit budgétaire inférieur à 2 % du BIP.

Il y avait 2,94 millions de chômeurs en juillet, soit 46 000 de plus qu'en juin, mais 247 000 de moins qu'un an plus tôt. Légère augmentation également en août (5 000 de plus que le mois précédent), mais avec un taux de 7 % l'Allemagne connaît pour la première fois depuis 19 ans un résultat en-dessous des 3 millions pour un mois d'août. Selon l'Agence pour l'Emploi à Nuremberg, ce taux est passé à 6,6 % en septembre, soit 2,8 millions de sans-emploi, 231 000 de moins que pour le même mois en 2010, le meilleur résultat depuis 1991. Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans (430 000) reste l'un des plus bas de l'Union européenne, après les Pays-Bas et l'Autriche.

Zusammengestellt von Simona Gnade, Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade du programme France / relations franco-allemandes de la Société de politique étrangère allemande (DGAP), et par François Talcy, journaliste.

Diplomatie

L'Allemagne assume le 1^{er} juillet pour un mois la présidence du Conseil de sécurité des Nations-Unies, avec pour principaux thèmes le respect de la résolution sur la Libye, l'adhésion du Sud-Soudan comme 193^e Etat indépendant, l'évolution dans les pays arabes et la situation en Afghanistan.

Angela Merkel se rend dans trois pays africains le 11 juillet pour montrer que Berlin entend s'engager davantage en Afrique. Un bureau permanent de l'économie allemande sera ouvert à Nairobi (Kenya). Berlin apporte une aide d'un million d'euros pour le camp de Dadaab qui accueille plus de 300 000 réfugiés de Somalie. A Luanda (Angola), l'Allemagne déclare vouloir investir dans les domaines de l'infrastructure, de l'industrialisation et de la formation. Angela Merkel envisage également la livraison de navires patrouilleurs pour une meilleure sécurité des côtes. Enfin, à Abuja (Nigeria), l'accent est mis sur le partenariat énergétique décidé en 2008 ainsi que sur les droits de l'homme et des minorités du pays.

A l'issue du Conseil de sécurité de l'ONU le 12 juillet, le ministre des Affaires étrangères se rend en Colombie (dont l'Allemagne est le partenaire commercial le plus important de l'Union européenne), au Mexique (où va être construit le nouveau modèle *Beetle* de Volkswagen) et à Haïti (où un tremblement de terre en janvier 2010 a fait 220 000 morts et une épidémie de choléra 5 600 victimes).

Le 21 juillet, Guido Westerwelle assure en Afghanistan que l'Allemagne et la communauté internationale n'abandonneront pas le pays, même après le retrait de toutes les troupes fin 2014. Berlin devrait commencer le retrait de ses 5 000 soldats à la fin de l'année. Le 22 septembre, dans le cadre d'un entretien en marge de l'Assemblée générale de l'ONU avec son homologue afghan, il affirme que la *Bundeswehr* ne quittera pas le

pays avant la date prévue, malgré les récents attentats. Le ministre annonce la tenue en décembre à Bonn d'une conférence sur l'Afghanistan.

Le 9 août, Guido Westerwelle effectue à Podgorica (Monténégro) la première visite d'un ministre allemand des Affaires étrangères depuis que le pays a proclamé son indépendance en 2006. Il se rend le 11 août en Croatie (qui doit entrer en 2013 dans l'Union européenne), puis au Kosovo pour analyser avec ses interlocuteurs les récents conflits frontaliers avec la Serbie. Le 22 août, la chancelière se rend à son tour en Croatie, avant de gagner pour la première fois la Serbie, candidat potentiel qui, dit-elle, « fait partie de l'Europe », mais doit régler ses relations avec le Kosovo. En Slovénie le 30 août, Angela Merkel et ses interlocuteurs soulignent l'importance d'une discipline budgétaire stricte dans l'Union européenne

Le 14 août, le ministre entame une visite de trois jours en Jordanie et en Israël, pour préparer le débat sur la requête du président palestinien, Mahmoud Abbas, en faveur d'une reconnaissance par les Nations-Unies d'un Etat palestinien. Le 25, il demande aux membres de l'Union européenne de parler d'une seule voix sur cette question.

Attaqué violemment pour sa position sur la Libye, Guido Westerwelle, qui avait seulement cité les sanctions allemandes pour expliquer le succès de la révolution libyenne, rend hommage aux interventions de l'OTAN dans un article publié le 28 août par *Welt am Sonntag*.

Le président de la Turquie, en visite officielle en Allemagne, participe au Forum germano-turc le 18 septembre à Berlin, avant de se rendre à Osnabrück, au Centre d'études interculturelles de l'université, où son intervention est reportée à la suite d'une alerte à la bombe. La chancelière rappelle devant des militants chrétiens-démocrates sa position qu'elle privilégie un partenariat stratégique à une adhésion à l'Union européenne.

05.07. Nach Angaben des französischen Verteidigungsministers Gérard Longuet wird die französische Regierung die libyschen Rebellen im Kampf gegen das Regime nicht mehr mit Waffen unterstützen, da die Aufständischen nun in der Lage seien, sich selbst zu verteidigen. Nur Kampfhubschrauber sollen noch geliefert werden. Die Waffenlieferungen Frankreichs an Libyen waren zuvor mehrfach von Nato-Verbündeten sowie von Russland kritisiert worden. Sie hatten Zweifel geäußert, ob diese mit den UN-Beschlüssen vereinbar seien, da Lieferungen ohne Zustimmung des Sicherheitsrates das über Libyen verhängte Waffenembargo verletzten. Frankreich versichert, die Waffen würden lediglich der Selbstverteidigung der Zivilisten dienen.

05.07. Ex-IWF-Chef Dominique Strauss-Kahn droht in Frankreich ein erneutes Ermittlungsverfahren. Die französische Journalistin Tristane Banon zeigt ihn wegen versuchter Vergewaltigung vor acht Jahren an. Während eines Interviews im Februar 2003 sei es zu der Tat gekommen. Strauss-Kahn weist die Vorwürfe zurück und kündigt seinerseits eine Anzeige wegen falscher Anschuldigungen an.

11.07. In Damaskus greifen Anhänger der syrischen Regierung die Vertretungen der USA und Frankreichs an. Drei französische Botschaftsangehörige werden dabei verletzt. Der Protest richtet sich gegen den Besuch der beiden Botschafter in der Rebellenhochburg Hama.

12.07. Die französische Nationalversammlung stimmt mit 482 zu 27 Stimmen für eine Verlängerung des Militäreinsatzes in Libyen. Seit Mitte März beteiligt sich Frankreich an dem Militäreinsatz gegen den libyschen Machthaber Gaddafi. Jeder vom Staatspräsidenten angeordnete Militäreinsatz, der länger als vier Monate dauert, muss in Frankreich laut Verfassung von der Nationalversammlung überprüft und gebilligt werden.

12.07. Die französischen Grünen (*Europe Ecologie – Les Verts*) wählen die in Norwegen geborene Französin Eva Joly als Kandidatin für die Präsidentschaftswahl 2012. Die frühere Unter-

suchungsrichterin erhält 58,16 % der Stimmen und setzt sich damit gegen den Fernsehmoderator Nicolas Hulot durch.

13.07. In der Provinz Kapisa im Osten Afghanistan werden fünf französische Soldaten der Internationalen Schutztruppe Isaf Opfer eines Bombenanschlags radikal-islamistischer Aufstän-

Un château en 2017

La Commission budgétaire du *Bundestag* donne le 6 juillet son feu vert pour la reconstruction du château des *Hohenzollern* au centre de Berlin d'ici la fin de 2017. Les travaux devraient commencer en 2013. Le financement est plafonné à 590 millions d'euros, soit 38 millions de plus que ce qui avait été accordé en 2007, avant la crise financière.

Les travaux avaient été reportés de 2011 à 2014 par la chancelière, Angela Merkel, en juin 2010. La reconstruction de la coupole historique de cette ancienne résidence des rois de Prusse, estimée à 28,5 millions d'euros, sera financée par des fonds privés. Le château, construit au début du 18^e siècle, avait été endommagé par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale, puis rasé par les autorités est-allemandes en 1950.

Le nouveau château, construit par l'architecte italien Francesco Stella, abritera le *Forum Humboldt*, un espace de 40 000 m² consacré à la culture et à la communication.

discher. Ein afghanischer Zivilist wird ebenfalls getötet und weitere Menschen verletzt. Ein Tag zuvor hatte Staatspräsident Sarkozy bei einem überraschenden Kurzbesuch in Afghanistan den Rückzug von einem Viertel der 4 000 dort stationierten Soldaten bis Ende 2012 angekündigt. Bis 2014 sollen alle Soldaten abgezogen werden. Seit seinem Amtsantritt ist es der dritte Besuch Sarkozys in Afghanistan.

14.07. In Paris wird traditionell der französische Nationalfeiertag mit einer Militärparade auf den Champs-Elysées gefeiert. Die Feierlichkeiten stehen diesmal im Zeichen der Überseegebiete

Des chars pour l'Arabie saoudite

Le service militaire en Allemagne est, 55 ans après son introduction, « suspendu » le 1^{er} juillet 2011, ainsi que le service civil. La *Bundeswehr* accueille 3 500 nouvelles recrues qui s'engagent à servir pendant 23 mois. 17 300 volontaires ont déjà signé pour le service civil. L'an prochain, les effectifs de l'armée allemande devraient passer de 220 000 à 185 000 soldats. Selon l'Agence européenne de Défense (EDA), la *Bundeswehr* est la moins efficace des armées ouest-européennes. L'Allemagne ne peut envoyer que 7 000 soldats pour des missions à l'étranger, alors que la Grande-Bretagne est en mesure d'en envoyer 22 000 et la France 30 000. Les dépenses assumées pour les soldats en mission seraient trois fois plus élevées que la moyenne européenne.

Le magazine *Der Spiegel* révèle le 4 juillet que l'Arabie saoudite s'intéresse à l'achat de plus de 200 chars de combat allemands du type *Leopard 2A7+* auquel le gouvernement ne serait pas hostile. Berlin ne dément pas, mais se refuse à tout commentaire en raison du secret qui entoure ce

genre de livraisons dans des pays qualifiés de « critiques ». La législation interdit l'exportation d'armements dans des pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés ou dans des zones de tension, mais des exceptions sont possibles. Pour l'opposition, un tel marché est illégal, car l'Arabie saoudite a apporté son aide au Bahreïn pour mater le mouvement de démocratisation – en utilisant des chars. Les Verts rappellent par ailleurs que ce pays soutient des structures du mouvement fondamentaliste taliban. Dans les rangs de la coalition gouvernementale, plusieurs députés demandent également mais en vain des éclaircissements. Les Verts portent plainte le 31 juillet auprès de la Cour constitutionnelle pour que le parlement soit informé, même dans la discréction. Sans confirmer la livraison, le ministre de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich, et celui de la Défense, Thomas de Maizière, soulignent l'importance stratégique de l'Arabie saoudite au Proche-Orient, qui a aidé à la découverte de bombes postées par le Yémen.

und des zweihundertjährigen Bestehens der Pariser Feuerwehr. Überschattet wird die Parade jedoch vom Tod der fünf französischen Soldaten am Vortag in Afghanistan. Die Präsidentschaftskandidatin der französischen Grünen, Eva Joly, sorgt unterdessen mit ihrem Vorschlag, die Militärparade zum Nationalfeiertag am 14. Juli abzuschaffen, für Entrüstung.

21.07. Beim EU-Sondergipfel in Brüssel beschließen die Regierungschefs ein zweites Rettungspaket für Griechenland. Bis 2020 sollen 109 Milliarden Euro zur Verfügung gestellt werden. Bundeskanzlerin Merkel und Staatspräsident Sarkozy hatten sich zuvor in Berlin getroffen, um die Beteiligung privater Banken und Versicherungen an der Krisenhilfe zu diskutieren.

26.07. Zwischen dem französischen Stromkonzern EDF und dem Atomkonzern *Areva* wird auf Wunsch der Regierung eine strategische Partnerschaft geplant, die die künftige Zusammenarbeit

in allen Bereichen betrifft. Das Abkommen soll eine sichere und wettbewerbsfähige Versorgung mit nuklearen Brennstoffen gewährleisten. Die beiden Unternehmen würden zudem gemeinsam am Export von Atomreaktoren arbeiten.

29.07. Laut drittem Untersuchungsbericht der französischen Luftfahrtbehörde BEA haben mehrere Pilotenfehler sowie fehlerhafte Anzeigen im Cockpit zum Absturz des *Air-France*-Airbus 447 auf dem Flug von Rio de Janeiro nach Paris über dem Atlantik geführt. Die Piloten hätten unangemessen auf den Geschwindigkeitsverlust und den Abriss der Strömung an den Tragflächen reagiert. Bei dem Absturz vor zwei Jahren waren 228 Menschen ums Leben gekommen.

August/août

03.08. Frankreich verdreifacht seine finanziellen Hilfen für die von Dürre und schwerer Hungersnot betroffenen Länder in Ostafrika. Die

Crise grecque, crise de l'euro

Le 5 juillet, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe examine si les garanties de 147 milliards d'euros sont conformes à la législation. Berlin fait valoir la solidarité des Etats qui disposent d'une monnaie commune. La Cour rend son verdict le 7 septembre en rejetant les plaintes déposées par cinq économistes et un député, mais en demandant que les droits du parlement soient renforcés.

Le président français, Nicolas Sarkozy, se rend le 20 juillet à Berlin pour préparer le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du lendemain à Bruxelles. Un compromis franco-allemand sur un second plan d'aide et un Mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit remplacer l'actuel fonds (FESF) en 2013, est proposé aux 17 pays de l'Eurogroupe pour éviter la faillite grecque. Le président de la *Bundesbank*, Jens Weidmann, critique cependant les mesures, bien qu'elles aient calmé momentanément les marchés financiers.

Le 5 août, Angela Merkel, en vacances en Italie, téléphone à tous les dirigeants européens pour que les décisions prises à Bruxelles soient ratifiées le plus rapidement possible par les parlements. Elle contacte également le président américain, Barack Obama.

En raison de la crise de la dette, le gouvernement allemand propose le 9 août la création d'un Conseil de stabilité, habilité à sanctionner les pays de la zone euro qui ne seraient pas compétitifs. Le 15, Wolfgang Schäuble refuse toute nouvelle aide pour des pays de la zone euro en difficultés. Avec son ministre de l'économie, Philipp Rösler, il exclut le recours aux obligations « eu-

robonds » (demandés par l'Espagne et l'Italie), contrairement au parti social-démocrate et aux Verts qui soutiendraient une telle initiative à certaines conditions. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se retrouvent le 16 août à Paris pour plaider en faveur d'un gouvernement économique européen commun, dont la présidence devrait être confiée au président du Conseil européen,

Hermann van Rompuy. Paris et Berlin veulent élaborer des propositions sur un impôt commun sur les sociétés et instaurer une taxe sur les transactions financières, accueillie froidelement par le parti libéral. Le président Christian Wulff critique pour sa part le 24 août, lors d'une conférence des Prix Nobel d'Economie à Lindau, l'action des gouvernements européens et de la Banque centrale (BCE) dans cette crise de l'euro. La chancelière prend cependant fait et cause le 29 août pour la BCE, une institution qui joue un rôle

essentiel dans la lutte contre l'inflation. Le 26, l'aile bavaroise du parti chrétien-démocrate (CSU) refuse l'idée d'un gouvernement économique. Le 11 septembre, Philipp Rösler n'exclue pas une insolvabilité de la Grèce, malgré l'appel de la chancelière à ne pas spéculer sur cette question. La majorité des députés du *Bundestag* adopte le FESF élargi le 29 septembre, ainsi que la Chambre des *Länder* (*Bundesrat*) le lendemain.

Le 7 septembre, Angela Merkel estime qu'une modification des traités européens, en réponse à la crise de la dette, ne constitue pas un sujet tabou. Le 12, le chef économiste de la BCE, Jürgen Stark, annonce sa démission. Deux jours plus tard, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy soulignent dans un entretien téléphonique avec le premier ministre grec que les décisions du 21 juillet doivent être rapidement mises en œuvre.



Un référendum à Stuttgart

Plusieurs milliers de personnes protestent le 9 juillet 2011 une nouvelle fois contre le projet de gare souterraine à Stuttgart. Ils réclament l'arrêt définitif des travaux et la publication des chiffres de financement du projet. Parallèlement, le conseil des ministres du Bade-Wurtemberg, dirigé par un ministre-président issu des Verts, formule le 27 juillet un projet de loi qui permettrait au gouvernement de Stuttgart d'abandonner le projet de la *Deutsche Bahn* estimé à 4,1 milliards d'euros. Cette loi ayant été refusée au mois de septembre par le *Landtag* (chrétiens-démocrates et libéraux sont favorables au projet, tout comme le partenaire social-démocrate de la coalition), un référendum sera organisé le 27 novembre 2011. Les adversaires du projet *Stuttgart 21* doivent obtenir au moins un tiers des 2,5 millions d'inscrits pour avoir gain de cause.

Contrairement à ce qu'ils avaient annoncé, les adversaires assistent le 29 juillet à la présentation des résultats du stress test effectué par simulation sur ordinateur, mais contestent les conclusions des experts qui confirment la faisabilité du projet, à savoir garantir une amélioration de 30 % par rapport à l'actuelle gare de l'activité ferroviaire.

Heiner Geißler, qui joue les intermédiaires entre partisans et adversaires, propose une solution de compromis qui permettrait la construction d'une gare souterraine plus petite pour les grandes liaisons, tout en gardant l'ancienne pour les liaisons régionales - proposition refusée par le ministre des Transports, Peter Ramsauer, et par la *Deutsche Bahn* qui estime qu'une telle modification coûterait 1 milliard d'euros en plus.

Hilfeleistungen belaufen sich nunmehr auf 30 Millionen Euro und sollen insbesondere der Unterstützung der internationalen und Nichtregierungsorganisationen dienen. Insgesamt leiden 12 Millionen Menschen unter der Hungersnot, darunter Hunderttausende Flüchtlinge.

04.08. Gegen die Chefin des Internationalen Währungsfonds, Christine Lagarde, wird in Frankreich ein Ermittlungsverfahren wegen Amtsmissbrauchs eingeleitet. Lagarde wird vorgeworfen, während ihrer Amtszeit als französische Wirtschaftsministerin im Jahr 2008 eine Entschädigungszahlung in Höhe von 285 Millionen Euro plus Zinsen aus der Staatskasse an den Geschäftsmann Bernard Tapie zugelassen zu haben. Die IWF-Chefin weist alle Vorwürfe zurück.

07.08. Bundeskanzlerin Merkel und Frankreichs Staatspräsident Sarkozy äußern sich unerwartet in einem gemeinsamen Communiqué zur Schuldenkrise. Beide Länder betonen hierin ihr besonderes Engagement zur Stabilisierung der Finanzmärkte sowie den Wunsch nach einer raschen Umsetzung der Beschlüsse vom Sondergipfel Ende Juli. Insbesondere die parlamentarische Zustimmung beider Länder bis Ende September sei wichtig. Merkel und Sarkozy begrüßen weiterhin die von Italien und Spanien angekündigten Maßnahmen zur schnellen Haushaltssolidierung.

10.08. Die Aktienkurse der bedeutendsten Geldhäuser Frankreichs fallen drastisch. Grund für den Aktiensturz sind Gerüchte über eine mögliche Herabstufung der Kreditwürdigkeit Frankreichs durch Ratingagenturen. Der französische Finanzminister François Baroin und die beiden Agenturen *Fitch* und *Moody's* bestätigen jedoch, dass Frankreich weiterhin zu den sechs Euro-Zonen-Länder mit der Rating-Bestnote AAA gehöre, allerdings die höchste Verschuldung unter diesen Ländern aufweise.

16.08. Nicolas Sarkozy und Angela Merkel sprechen sich bei ihrem Treffen in Paris für die Schaffung einer europäischen Wirtschaftsregierung unter Vorsitz von EU-Ratspräsident Herman van Rompuy aus. Zwei Mal im Jahr sollen alle Staats- und Regierungschef zusammentreffen, um eine gemeinsame Wirtschaftspolitik zu koordinieren. Zudem schlagen beide Länder die Schaffung einer Finanztransaktionssteuer vor und fordern weiterhin die Festschreibung einer Schuldenobergrenze in den Verfassungen der 17 Euro-Länder.

Letzteres hatte in Frankreich innenpolitische Konflikte ausgelöst, weil sich insbesondere die Sozialistische Partei (PS) gegen diese in Frankreich „goldene Regel“ (Schuldenbremse) stellt.

23.08. Der Erfolg der libyschen Rebellen im Kampf gegen den Machthaber Gaddafi wird in Frankreich gefeiert. Im Kommuniqué des Elysée-Palastes wird die Entschlossenheit der Kämpfer des nationalen Übergangsrates gelobt und Libyen weitere Unterstützung beim Aufbau zugesichert. Der Parteichef der Regierungspartei (UMP), Jean-François Copé, betont, dass Frankreich als erstes Land den Übergangsrat in Libyen anerkannt hat.

23.08. In New York wird das strafrechtliche Verfahren gegen Ex-IWF-Chef Dominique Strauss-Kahn wegen versuchter Vergewaltigung offiziell eingestellt. Während sich die Konservativen der Regierungspartei (UMP) zurückhalten, zeigt sich die Sozialistische Partei (PS) erleichtert.

24.08. Premierminister François Fillon gibt die Maßnahmen zur Reduzierung des Haushaltsdefizits Frankreichs bekannt. Die Einsparungen belaufen sich ausgehend von einer nach unten korrigierten Wachstumsprognose von 1,75 % auf 1 Milliarde Euro für das Jahr 2011 und auf 11 Milliarden für 2012. Bereits verabschiedete Strukturreformen im Bereich der Universitäten, Forschung und Rente sowie Ausgabenbegrenzungen sollen das mittelfristige Wachstumspotential ausschöpfen und die Sozialausgaben dauerhaft konsolidieren. Zu den geplanten Maßnahmen gehören insbesondere eine Sonderbesteuerung hoher Einkommen, Abschläge bei der Finanzierung von Immobilien, eine Erhöhung der Sozialabgaben auf Kapitaleinkünfte um 1,2 % und die Streichung von Steuervorteilen bei Verlustvorträgen von Unternehmen.

25.08. Staatspräsident Nicolas Sarkozy und der chinesische Staats- und Parteichef Hu Jintao treffen in Peking zusammen. Hauptthemen der Gespräche sind unter anderem die Lage in Libyen und Syrien sowie die globale Finanzstabilität. In Bezug auf Letzteres versichert Sarkozy dem chine-

Le Mur a 50 ans

Les représentants du gouvernement régional et du *Landtag* de Brandebourg commémorent le 12 août, dans la capitale régionale du *Land*, Brandenburg, en présence de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, le 50^e anniversaire de la construction du Mur de Berlin, le 13 août 1961. Pour lui, le Mur « *n'aura pas été le début d'une histoire dé-*



finitivement séparée entre l'Est et l'Ouest, mais bien le début de la fin de la RDA ». Pour l'ancien chef de la diplomatie allemande, il est certes possible de freiner une évolution historique, mais il est impossible de l'empêcher à jamais.

Le 13 août, le président de la République, Christian Wulff, le bourgmestre de Berlin, Klaus Wowereit, et Freya Klier, au nom des anciens défenseurs des droits de l'homme en Allemagne de l'Est, rendent hommage aux 136 victimes mortes sous les tirs des armes automatiques en voulant passer la frontière de béton et de barbelés. La chancelière Angela Merkel participe également à la cérémonie du souvenir. Depuis minuit, des bougies sont allumées et les biographies des victimes sont lues dans la chapelle de la réconciliation, construite sur la Bernauer Strasse, à l'endroit où était dressé le Mur de la honte jusqu'au 9 novembre 1989. Le chef de l'Etat regrette dans son discours que beaucoup d'Allemands n'aient pas conscience aujourd'hui du degré de criminalité dont le régime communiste est-allemand a fait usage pour exercer son pouvoir. Le souvenir de l'injustice que représentait ce Mur, dit-il encore, invite les populations à ne pas abandonner tous ceux qui luttent pour la liberté et les droits de l'homme.

Actualité politique régionale

Sarre : Après la démission de Peter Müller, ministre-président chrétien-démocrate qui a choisi de quitter la politique pour un poste de juge à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, les députés du *Landtag* de Sarrebruck élisent le 10 août la ministre régionale du Travail et des Affaires sociales, Annegret Kramp-Karrenbauer, à la tête du gouvernement sarrois, la seule coalition d'Allemagne réunissant chrétiens-démocrates, Verts et libéraux.

Schleswig-Holstein : Le candidat chrétien-démocrate aux prochaines élections régionales de mai 2012, Christian von Boetticher, retire le 14 août sa candidature après les révélations sur ses relations avec une adolescente de 16 ans. Il était considéré comme le dauphin de l'actuel ministre-président, Harry Carstensen. Le 24 septembre, le parti, réuni en congrès extraordinaire, élit le ministre régional de l'Economie, Jost de Jager, à sa place. Un autre congrès, le 4 novembre, désigne de Jager pour porter les couleurs de la CDU au scrutin de 2012.

Mecklembourg Poméranie occidentale : élections du 4 septembre 2011 ; participation : 51,5 %

Capitale régionale	Schwerin	Partis	%	Sièges
Population	1,6 millions d'habitants	SPD	35,6 (+5,4)	27 (+4)
Coalition sortante	SPD-CDU	CDU	23,0 (-5,8)	18 (-4)
Ministre-président sortant	Erwin Sellering	Die Linke	18,4 (+1,6)	13 (+1)
Nouvelle coalition	SPD-CDU	Verts	8,7 (+5,3)	7 (+7)
Ministre-président	Erwin Sellering	NPD	6,0 (-1,3)	5 (-1)
		FDP	2,8 (-6,8)	0 (-7)

Berlin : élections du 18 septembre 2011 ; participation : 60,2 %

Capitale régionale	Berlin	Partis	%	Sièges
Population	3,4 millions d'habitants	SPD	28,3 (-2,5)	47 (-6)
Coalition sortante	SPD-Die Linke	CDU	15,9 (+3,3)	39 (+2)
Ministre-président sortant	Klaus Wowereit	Verts	17,6 (+4,5)	29 (-6)
Nouvelle coalition	SPD-CDU*	Die Linke	11,7 (-1,7)	19 (+4)
Ministre-président	Klaus Wowereit	Pirates	8,9 (+8,9)	15 (+15)
* Négociations en cours au moment du bouclage		FDP	1,8 (-5,8)	0 (-13)

sischen Staatschef, dass Europa die Schuldenkrise der Eurozone im Griff habe. Weiterhin dienen die Beratungen der Vorbereitung des G20-Gipfels im November.

26.08. In La Rochelle findet die jährliche Sommeruniversität der Sozialistischen Partei (PS) statt. In ihrer Rede kritisiert die Parteivorsitzende Martine Aubry scharf die Krisenpolitik Sarkozys. Im Mittelpunkt des Treffens stehen die bevorstehenden Vorwahlen zur Nominierung des sozialistischen Kandidaten am 9. und 16. Oktober für die Präsidentschaftswahl (siehe den Beitrag von Gerd Niewerth in dieser Ausgabe).

31.08. Auf der jährlichen Botschafterkonferenz in Paris lobt Staatspräsident Sarkozy den erfolgreichen Einsatz in Libyen und insbesondere das Engagement Frankreichs und Großbritanniens. In diesem Zusammenhang müsse man die militärischen Fähigkeiten sowie die Industrie- und Technologiepolitik in Europa weiter fördern. In Bezug auf die Eurokrise hebt Sarkozy die Bedeutung der Stabilität des Euro als wohlfahrtsförderndes Element Europas hervor. Hierbei sei es notwendig, eine Wirtschaftsregierung und eine verstärkte Koordinierung und Überwachung der Wirtschaftspolitiken in der Eurozone zu etablieren.

September/septembre

01.09. Auf der bislang größten internationalen Libyen-Konferenz im Elysée-Palast in Paris beraten Vertreter von mehr als 60 Staaten mit der Führung des libyschen Übergangsrates über die Zukunft des Landes nach dem Regimewechsel. Die zu Beginn des Konfliktes gesperrten libyschen Auslandskonten sollen wieder freigegeben werden und der Finanzierung des Wiederaufbaus dienen. Frankreich kündigt eine Freigabe von 1,5 Milliarden Euro an. Staatspräsident Sarkozy betont zudem, dass man Fehler vermeiden müsse, die beispielsweise beim Irak-Krieg gemacht wurden. Eine Lockerung von Sanktionen als Erleichterung für die Bemühungen des Übergangsrates sei laut dem französischen Außenminister, Alain Juppé notwendig.

05.09. Der frühere französische Staatschef Jacques Chirac muss nicht persönlich zu seinem Strafprozess wegen mutmaßlicher politischer Korruption und illegaler Parteifinanzierung erscheinen. Laut eines medizinischen Gutachtens leidet Chirac an Gedächtnisstörungen und ist daher nicht verhandlungsfähig. Chirac ist der erste französische Präsident, der sich vor Gericht verantworten muss. Ihm wird angelastet, in seiner Zeit als Bürgermeister von Paris zwischen 1977 und 1995 Parteidirektoren auf Kosten des Staates zum Schein angestellt zu haben.

07.09. Die Nationalversammlung beschließt eine Steuer in Höhe von 2 % auf Übernachtungen in Luxushotels. Diese wird künftig ab einem Zimmerpreis von 200 Euro fällig. Ursprünglich hatte die Regierung eine Erhöhung der Mehrwertsteuer für Freizeitparks geplant, was jedoch auf massive Kritik seitens zahlreicher Abgeordneter gestoßen war.

08.09. Als erstes nationales Parlament bewilligt Frankreichs Nationalversammlung die Erweiterung des Euro-Rettungsschirms (EFSF). Der durch den EFSF-Fonds finanzierte Hilfsplan für Griechenland wird die Verschuldung Frankreichs bis 2014 um ca. 15 Milliarden Euro erhöhen. Gegen die Erweiterung gibt es kaum Widerstand.

Die Sozialisten enthalten sich als größte Oppositionspartei und fordern die Einführung einer gemeinsamen Staatsanleihe aller Euro-Länder.

08.09. Nach einer fünfjährigen Bauzeit weiht Staatspräsident Sarkozy die neue 140 km lange Hochgeschwindigkeitstrasse auf der Strecke zwischen Mulhouse und Dijon ein, die erste, die nicht durch Paris führt. Mit der neuen Strecke verkürzen sich die Fahrtzeiten des TGV Rhein-Rhône zwischen dem Elsass, Südwestdeutschland und der Schweiz Richtung Mittelmeer erheblich.

08.09. Bei der nächsten Konferenz der Vereinten Nationen für nachhaltige Entwicklung im

Baisse d'impôts pour 2013

Les présidents des trois partis de la coalition gouvernementale (CDU, CSU et FDP) se mettent d'accord le 3 juillet sur une baisse des impôts à partir du 1^{er} janvier 2013 en faveur des contribuables à petits et moyens revenus. Les cotisations aux assurances sociales devraient être également allégées. Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, lance cependant une mise en garde : certes le budget 2012 prévoit une réduction notable de l'endettement du pays, qui devrait se chiffrer à 27,2 milliards d'euros, mais la dette publique se chiffrera encore l'an prochain à environ 1 300 milliards. L'opposition critique les dispositions annoncées par les trois partis et considère qu'il s'agit en réalité d'une bouée de sauvetage pour le parti libéral (FDP), touché par des sondages particulièrement désastreux. Le FDP avait promis en 2009, pendant la dernière campagne électorale, des baisses d'impôts, refusées catégoriquement par ses deux partenaires conservateurs.

Les députés du *Bundestag* examinent à partir du 6 septembre, pendant quatre jours de débats marqués par la crise de l'euro, les propositions du gouvernement pour le budget de l'année 2012 et les prévisions jusqu'en 2015. Ce budget prévoit 306 milliards de dépenses, soit la même somme que pour 2011.

Juni 2012 in Brasilien möchte sich Frankreich für die Gründung einer globalen Umweltorganisation aussprechen. Zudem soll die Zivilgesellschaft stärker eingebunden werden, so Außenminister Juppé und Umweltministerin Kosciusko-Morizet bei einem Vorbereitungstreffen für die Konferenz.

11.09. Ruandas Präsident Paul Kagame stattet Frankreich erstmals seit dem Völkermord von 1994 einen offiziellen Besuch ab. Die diplomatischen Beziehungen beider Länder waren nach jahrelangen Spannungen wegen gegenseitiger Vorwürfe der Mitverantwortung für den Völkermord

Visite papale

Le pape Benoît XVI commence le 22 septembre 2011 une visite officielle de quatre jours sur sa terre natale, à l'invitation du président de la République, Christian Wulff. Après un entretien avec le chef de l'Etat et la chancelière, le souverain pontife prononce un discours devant les députés du *Bundestag*, une centaine d'entre eux boycottent la cérémonie, alors que plusieurs milliers de manifestants défilent dans les rues de Berlin en raison des scandales pédophiles révélés en 2010.

Benoît XVI rend hommage au mouvement écologique, rappelant que « *l'apparition du mouvement écologique dans la politique allemande à partir des années 70 a été et demeure un cri qui aspire à l'air frais, un cri qui ne peut pas être ignoré ni être mis de côté, parce qu'on y entrevoit trop d'irrationalité* ». Il invite à « *écouter le langage de la nature* » et ajoute qu'il existe aussi « *une écologie de l'homme. L'homme aussi possède une nature qu'il doit respecter et qu'il ne peut manipuler à volonté* ». 70 000 fidèles assistent ensuite à une messe au stade olympique de Berlin. Le pape termine son périple à Erfurt (où le père de la Réforme, Martin Luther, a été moine au 16^e siècle) pour y rencontrer cinq victimes de prêtres pédophiles, puis à Fribourg-en-Brisgau, région essentiellement catholique.

Les réformateurs au sein de l'Eglise reprochent au souverain pontife le manque de progrès dans le dialogue œcuménique et sur la question du mariage des prêtres.

erst im vergangenen Jahr wieder aufgenommen worden, nachdem Staatspräsident Sarkozy in Ruanda schwere Fehler Frankreichs eingeräumt hatte, eine öffentliche Entschuldigung aber ausgeblichen war. 2006 hatte ein französischer Untersuchungsrichter mehrere Haftbefehle gegen ruandische Politiker erlassen. Ruanda dagegen hatte sowohl das französische Militär als auch den damaligen und heutigen Außenminister Juppé beschuldigt.

12.09. Bei der Explosion eines Brennofens für leicht radioaktive Abfälle in der südfranzösischen Atomanlage Marcoule kommt ein Mensch ums Leben und vier weitere werden verletzt. Nach Angaben der französischen Atomaufsicht (ASN) ist bei dem Umfall keine Radioaktivität ausgetreten.

14.09. Die US-Ratingagentur Moody's senkt die Bonität der französischen Großbanken *Crédit Agricole* und *Société Générale* um jeweils eine Stufe. Grund hierfür ist das umfangreiche Griechenland-Engagement der beiden Banken. Die größte französische Bank *BNP Paribas* kündigt unterdessen an, dass sie risikoreiche Geschäfte vor allem in den USA einschränken werde. In den vergangenen Wochen waren die Aktienkurse der drei Kreditinstitute teils dramatisch eingebrochen.

15.09. Großbritanniens Premierminister Cameron und Frankreichs Staatspräsident Sarkozy besuchen die libysche Hauptstadt Tripolis sowie Bengasi im Osten des Landes. Bei einer Pressekonferenz mit den Vertretern des nationalen Übergangsrats, Moustapha Abdeljalil und Mahmoud Jibril, lobt Sarkozy den Mut und Einsatz des libyschen Volkes gegen den gestützten Machthaber Gaddafi und fordert das Volk zur Versöhnung auf. Zudem spricht er sich für die Festnahme und Verurteilung von Gaddafi und seinen Gefolgsmännern aus und sichert dem libyschen Volk Unterstützung beim Aufbau eines Rechtsstaates zu. Auf Wunsch des Übergangsrates würden die Operationen der NATO fortgeführt, solange die Sicherheit der Zivilbevölkerung in Gefahr sei.

16.09. Das Beten auf den Straßen Frankreichs wird verboten. Die neue Regelung betrifft vor al-

lem Muslime, die mangels Andachtsräumen insbesondere in Paris und Marseille freitags ihre Gebetsteppiche auf den Gehwegen auslegen.

Quel candidat SPD en 2013 ?

Plus de deux ans avant les prochaines élections à la chancellerie, le parti social-démocrate (SPD) n'échappe pas aux spéculations sur le nom de son possible candidat. Début septembre, le nom de l'ancien ministre des Finances, Peer Steinbrück, est avancé pour diriger une éventuelle coalition avec les Verts en 2013. Celui de Frank-Walter Steinmeier, candidat malchanceux à la succession d'Angela Merkel aux dernières élections de 2009, est cité pour le poste de ministre des Affaires étrangères qu'il a déjà assumé de 2005 à 2009. A son retour de vacances, Peer Steinbrück se contente de renvoyer la balle au président du SPD, Sigmar Gabriel, pour éviter tout débat. L'annonce précoce de son éventuelle candidature avait suscité quelque émoi en mai 2011 au sein du parti.

Les sondages de l'été le considèrent néanmoins comme l'homme politique le plus populaire du pays. Coïncidence ou pas, la sortie d'un livre et de trois CDs sur des entretiens avec l'ancien chancelier Helmut Schmidt est interprétée comme une confirmation des rumeurs persistantes sur l'avenir politique de celui qui recommandait jadis aux Allemands de renoncer à leurs vacances pour assurer une meilleure retraite.

Innenminister Claude Guéant kündigt an, dass die Polizei bei Missachtung des Verbots notfalls Gewalt anwenden werde. Den Gläubigen werden zukünftig eigene Gebetsräume zur Verfügung gestellt.

18.09. Nach seiner Rückkehr nach Frankreich Anfang des Monats äußert sich der frühere IWF-Chef Dominique Strauss-Kahn erstmals öffentlich zu den Vergewaltigungsvorwürfen gegen ihn. In einem Interview des Fernsehsenders TF1 räumt Strauss-Kahn moralische Fehler ein, betont aber, dass er gegenüber dem New Yorker Zimmer-

mädchen Nafissatou Diallo keine Gewalt angewendet habe. Es habe keine strafbare Handlung, sondern nur eine „*unangemessene Beziehung*“ gegeben.

21.09. Nicolas Sarkozy legt in seiner Rede vor der 66. Generalversammlung der Vereinten Nationen einen Kompromissvorschlag bezüglich des Streits um die UN-Mitgliedschaft eines palästinensischen Staates vor. Demnach soll der Status der Palästinenser vom bisherigen Beobachter zum Beobachterstaat aufgewertet werden, gleich dem Status des Vatikans. Zudem fordert er Israel und die Palästinenser dazu auf, ihre Friedensverhandlungen fortzusetzen. Innerhalb eines Jahres solle es dann einen Friedensvertrag geben.

21.09. Nicolas Sarkozy spricht sich in einem Kommuniqué für die Aufrechterhaltung des europäischen Nahrungsmittelprogramms für bedürftige Bevölkerungsgruppen in Europa aus. Dieses gewährt täglich 18 Millionen Europäern Nahrungsmittelhilfe. Insbesondere in Krisenzeiten sei der Fortbestand dieses Programms zur Aufrechterhaltung des Solidaritätsprinzips in Europa wichtig.

22.09. Im ersten Schleier-Prozess in Frankreich verurteilt ein Gericht zwei Nikab-Trägerinnen zu einer Geldstrafe von 200 Euro. Die beiden Frauen waren im Mai vollverschleiert vor dem Rathaus von Meaux im Großraum Paris erschienen. Beide Frauen geben zu, dass die Aktion eine gezielte Provokation war. Seit April dieses Jahres dürfen Frauen in der Öffentlichkeit keine islamischen Kleidungsstücke, die das Gesicht verhüllen, wie Nikab oder Burka, mehr tragen. Die französische Regierung erließ als erste in Europa ein solches Burka-Verbot.

25.09. Zum ersten Mal seit 1958 und damit in der Geschichte der Fünften Republik gewinnt Frankreichs Linke bei den Senatswahlen die absolute Mehrheit. Damit wird die Hälfte der Mandate im Senat, in dem die Gemeinden, Departements und Regionen vertreten sind, neu besetzt. Für die Opposition eröffnet sich dadurch die Möglichkeit, den Kurs der konservativen Regie-

rung bis zu den Präsidentschaftswahlen 2012 erheblich zu beeinflussen, da Gesetze im Zusammenspiel von Nationalversammlung und Senat verabschiedet werden. Die für sechs Jahre gewählten Senatoren werden ab dem 1. Oktober offiziell im Amt sein.

28.09. In ganz Frankreich protestieren Lehrer und Schüler gegen die von der Regierung geplanten Einsparungen im Bildungsbereich. Allein dieses Jahr wurden bereits rund 65 000 Stellen gestrichen, im kommenden Jahr sollen weitere 14 000 abgebaut werden. Bereits Anfang des Monats hatte es Proteste gegen die Zusammenlegung von Klassen und den Abbau von Lehrerstellen von Seiten der Eltern gegeben.

29.09. Nicolas Sarkozy reist anlässlich der Grundsteinlegung für den Bau einer neuen Hochgeschwindigkeitsstrecke zwischen Tanger und dem 350 Kilometer entfernten Casablanca nach Marokko. König Mohammed VI., die Verkehrsminister beider Länder sowie die Chefs der jeweiligen Bahnunternehmen sind ebenfalls bei der Grundsteinlegung anwesend. Der TGV des französischen Konzerns *Alstom* soll ab Ende 2015 die beiden Wirtschaftsmetropolen über die Hauptstadt Rabat verbinden und damit die Fahrtzeiten erheblich verkürzen. Das Drei-Milliarden-Euro-Projekt wird zur Hälfte von einem französischen Darlehen finanziert. Frankreich ist Marokkos wichtigster Wirtschaftspartner und derzeit mit rund 500 Unternehmen in dem Land aktiv.

30.09. In Vorbereitung des Euro-Krisengipfels im Oktober treffen Staatspräsident Nicolas Sarkozy und der griechische Ministerpräsident Giorgios Papandreu in Paris zusammen. Angesichts der Finanzkrise bekräftigt Nicolas Sarkozy, dass Frankreich Griechenland weiterhin beistehen werde, fordert aber Athen gleichzeitig zu maximaler Transparenz auf. Papandreu bezeichnet das Treffen als sehr konstruktiv und versichert, dass Griechenland alle nötigen Schritte für die finanzielle Rettung tun werde und jeder Staat Europas eingeladen sei, Beobachter zu schicken, um das griechische Engagement zur Umsetzung der Wirtschaftsreformen zu bezeugen.

Gestorben/décès

Roland Petit, französischer Choreograph und Tänzer, stirbt am 10. Juli 2011 im Alter von 87 Jahren. Zahlreiche Künstler und Politiker, darunter auch Staatspräsident Nicolas Sarkozy, würdigen sein Lebenswerk. Er war Gründer der berühmten Ballettkompanie *Ballet de Marseille* und hatte insgesamt elf Werke für die Pariser Oper geschaffen, darunter *Notre Dame de Paris*. Bekannt wurde Petit vor allem durch seine Inszenierung von *Carmen* (1949).

Leo Kirch, considéré comme l'un des pionniers de la télévision privée en Allemagne, meurt à l'âge de 84 ans le 14 juillet 2011. Il avait été l'un des personnages les plus influents des médias dans les années 90, mais son entreprise avait fait faillite en 2002.



La révérence du Spiegel

Vicco von Bülow, dessinateur, auteur et humoriste plus connu sous le nom de Loriot, disparaît le 22 août à l'âge de 87 ans. Ses films et ses émissions de télévision ont enthousiasmé

des millions de spectateurs. Angela Merkel estime que « son œuvre fera rire encore longtemps les jeunes et les moins jeunes, tout en permettant de mieux cerner ce qu'est l'âme, l'essence des Allemands ».

Hans Apel, ancien ministre des Finances de 1974 à 1978, puis de la Défense jusqu'en 1982, du chancelier Helmut Schmidt, meurt à Hambourg le 7 septembre à l'âge de 79 ans. Il faisait partie de l'aile droite du parti social-démocrate.